

# Les adolescentes dans le discours médiatique québécois : une présence paradoxale

Par **Caroline Caron, Ph. D.**

## Notes de l'auteure :

Ce texte est un chapitre qui a été publié en 2009 dans l'ouvrage collectif *Interrelations femmes-médias dans l'Amérique française*, publié aux Presses de l'Université Laval, sous la direction de la professeure Josette Brun. L'éditeur a accordé l'autorisation de le publier sur le site Archives SIC.

Il est permis de citer ce chapitre à condition d'en indiquer la référence appropriée:

**CARON, Caroline (2009) « Les adolescentes dans le discours médiatique québécois : une présence paradoxale », dans Josette BRUN (dir.), *Interrelations femmes-médias dans l'Amérique française*, Québec : Presses de l'Université Laval : 205-220.**

On peut se procurer l'ouvrage collectif sur le site Internet des Presses de l'Université Laval ([www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)).

Depuis la parution de l'ouvrage, l'auteure a complété son doctorat en communication au département de *Communication Studies* de l'Université Concordia. Sa thèse de doctorat s'intitule *Vues, mais non entendues. Les adolescentes québécoises francophones et l'hypersexualisation de la mode et des médias*.

L'auteure est maintenant chercheuse postdoctorale à l'Institut d'études des femmes de l'Université d'Ottawa. On peut la contacter à l'adresse suivante : [ccaron@uottawa.ca](mailto:ccaron@uottawa.ca).

## **Les adolescentes dans le discours médiatique québécois : une présence paradoxale**

Caroline Caron\*  
Doctorante, Département de communication  
Université Concordia

Le thème de l'hypersexualisation a fait couler beaucoup d'encre au Québec au cours des dernières années. Le mot a d'abord évoqué une mode *sexy* ayant malencontreusement envahi un territoire réputé neutre : l'école. Au fil du temps, il est cependant devenu un référent flou, désignant à la fois une mode vestimentaire, des pratiques sexuelles jugées précoces, une image hypersexualisée des filles et des femmes dans les médias, de même qu'un symptôme de la « pornoïsation » (Levy, 2005) de la culture occidentale. Les médias, de même que les experts et le mouvement féministe, en ont parlé comme une mode *dérangante*, un phénomène sexuel juvénile inquiétant et une situation potentiellement dangereuse pour l'intégrité physique et psychique des filles et des jeunes femmes. La notion de sexualisation précoce a été initialement utilisée comme synonyme d'hypersexualisation, mais c'est surtout cette dernière qui a perduré dans l'usage, jusqu'à quasiment évacuer la première. En 2005, l'Office québécois de la langue

---

\* Je remercie le CRSH et la Fondation Trudeau, grâce à qui la production de ce texte a été rendue possible. Je remercie également la professeure Josette Brun, pour m'avoir invitée à participer au séminaire de recherche de la CEFAN, puis à collaborer au présent ouvrage collectif. Enfin, je remercie ma directrice de thèse, Kim Sawchuk, pour la supervision de la recherche doctorale à l'origine de cette publication.

française en a d'ailleurs consacré l'usage dans une capsule linguistique diffusée dans son site

Internet :

Le terme [...] se répand depuis quelques années, depuis en fait que la publicité érotise nos adolescentes, voire nos fillettes. *Sexualiser*, c'est donner un caractère sexuel à une chose qui n'en possède pas nécessairement. On parle d'*hypersexualisation* (*sic*) surtout pour dénoncer l'excès. La mode des *pantalons taille basse* et de ce qui est appelé familièrement des *gilets(-)bedaine(s)* incite bien des jeunes à nous dévoiler une bonne partie de leur anatomie, sans doute plus que la décence ou le bon goût ne le permettrait. [...] Plusieurs écoles ont maintenant réglé ce problème en imposant le port d'un *uniforme*<sup>1</sup> (OLF, 2005).

Cette définition saisit les principaux aspects de la sexualisation de la mode et de la culture de masse qui ont nourri des inquiétudes, ces dernières années, dans plusieurs pays occidentaux tels les États-Unis, l'Angleterre, la Norvège, la Suisse et l'Australie. À l'instar de ces pays, l'opinion publique canadienne s'est montrée préoccupée par la sexualisation précoce des corps féminins dans la publicité, les médias et la mode, qui est accompagnée de la troublante apparition, chez des préadolescentes et certaines fillettes, de pratiques vestimentaires et corporelles auparavant réservées aux femmes<sup>2</sup>. Mais d'après la revue de documentation de Gouin et Wais (2006), les recherches abordant ce type de problématiques socioculturelles tendent à ignorer les réalités des communautés francophones du pays. La variable linguistique paraît pourtant pertinente alors que c'est principalement la culture anglo-américaine qui est mise en cause en raison de son marketing exhibitionniste, incarné par des vedettes telles Britney Spears, Jennifer Lopez, Christina Aguilera, les Spice Girls et Rhianna. Le récent échec commercial de la chanteuse québécoise Caroline Néron, qui a tenté de créer et d'occuper ce créneau de la femme fatale usant d'une sexualité provocatrice, semble justement témoigner des

---

<sup>1</sup> Italique dans le texte original.

<sup>2</sup> En matière d'épilation et de chirurgie esthétique, par exemple.

limites de la transférabilité des tendances anglosaxonnes au marché culturel québécois francophone. Les objectifs de vente du disque « Reprogrammée », lancé en avril 2006, sont loin d'avoir été atteints, à tel point que la chanteuse a dû revoir son plan de carrière et délaissier le monde de la chanson. Le vidéoclip de lancement, « Colle-toi à moi », a d'ailleurs reçu un accueil très mitigé; la chanteuse y exécute une chorégraphie lascive et provocante qui n'a manifestement pas plu au public québécois.

Si cet exemple est révélateur de l'influence de la langue sur le degré de perméabilité au phénomène mondial d'américanisation de la culture, on peut penser que l'hypersexualisation mérite d'être analysée dans le contexte particulier du Québec francophone. Un examen du discours public / médiatique sur l'hypersexualisation de la mode et des médias, ancré dans le contexte franco-québécois, pourrait donc jeter un éclairage utile à une appréhension plus générale d'un phénomène répandu dans le monde occidental. On sait, par ailleurs, qu'une meilleure compréhension des multiples expériences des filles francophones au Canada est nécessaire à l'adoption de politiques publiques adaptées à cette population dont la diversité est relativement ignorée dans la documentation existante (CWF, 2005 ; Gouin et Wais, 2006). Le cas du Québec francophone se présente donc ici comme un cas d'espèce pertinent tant du point de vue canadien que québécois. Le présent texte retrace et analyse quelques moments clés de la controverse au cours des dernières années. J'y discute aussi de la troublante observation à l'effet que dans le discours médiatique québécois au sujet de l'hypersexualisation, les filles et les adolescentes occupent une position paradoxale : l'inaudibilité de leurs voix contraste avec

l'omniprésence visuelle de leurs corps<sup>3</sup>. Que signifie ce paradoxe ?

## AUTOPSIE D'UNE CONTROVERSE

Selon la sociologue canadienne Rebecca Raby (2005), les discours organisent notre manière de penser le monde et d'en parler ; ils produisent des visions particulières du monde et des gens. Les experts invités à commenter publiquement les problématiques sociales et les enjeux de société ont la possibilité d'articuler leurs visions du monde et de diffuser leur point de vue auprès d'un vaste public. Cet accès privilégié à la tribune publique permet à certains acteurs ou groupes sociaux de non seulement définir des problèmes et des enjeux, mais aussi, de privilégier certaines solutions à d'autres. Ce qui paraît relever du consensus social n'est souvent que le produit de ces inégalités, renforcé par un phénomène de communication publique attesté par la recherche : le conformisme d'opinion, à travers lequel s'exprime un effet *répressif* des médias de masse. Plus une opinion est émise fréquemment, plus elle paraît répandue ; la crainte du rejet social incite plusieurs personnes à taire des opinions contraires, ce qui a pour effet de renforcer

---

<sup>3</sup> Les résultats commentés dans ce texte proviennent d'une analyse de discours issue de ma recherche doctorale en cours au département de communication de l'Université Concordia. Ma thèse porte sur les processus de marginalisation de groupes sociaux dans l'espace public / médiatique et sur les effets sociopolitiques de cette marginalisation. Un des volets de cette recherche consiste à analyser la couverture médiatique et le contenu des échanges publics sur le sujet (2000-2008). L'analyse met en évidence le caractère genré des processus communicationnels et donne la parole à des adolescentes afin de compenser le silence auquel elles sont confinées dans l'espace public / médiatique québécois. L'adjectif « genré » est dérivé du nom « genre », un concept hérité de la théorie féministe anglo-saxonne distinguant le *sexe biologique* (*sex*) du *sexe social* (*gender*). Ce concept, central dans mon travail de recherche, opérationnalise le célèbre aphorisme de Simone de Beauvoir (1949) : « On ne naît pas femme, on le devient ». Rémy Rieffel (2003 :10) précise que le genre est une catégorie d'analyse permettant « ... de dépasser les analyses qui confinent les différences [hommes-femmes] à l'ordre de la nature et qui escamotent le poids des rapports sociaux dans la construction des identités sexuées ». Dans les écrits de langue française, le genre (*gender*) est désormais passé dans l'usage, tout autant que son adjectif « genré » (*gendered*). L'usage en est d'ailleurs corroboré par la traductrice Cynthia Krauss, qui a publié en 2005 la traduction du célèbre ouvrage *Gender Trouble* de la théoricienne féministe Judith Butler (1990). Pour en savoir plus, consulter les notes de la traductrice (Butler, 2005 : 23-24).

la perception sociale quant à la dominance de cette opinion (Noelle-Neuman, 1993). L'examen du traitement d'une problématique sociale dans l'espace public offre donc un terrain de recherche propice à l'étude des rapports sociaux tels qu'ils s'expriment dans l'espace social de la communication.

Dans ma recherche doctorale en cours, j'ai analysé la couverture médiatique de la sexualisation précoce des jeunes filles et de l'hypersexualisation<sup>4</sup>, un terrain de recherche qui s'est avéré fructueux pour penser et comprendre la place qu'occupent les filles, les adolescentes et les jeunes femmes d'aujourd'hui dans la structure sociale. Le corpus analysé pour la production du présent texte est entièrement québécois et francophone. Il couvre la période allant de mars 2000 à mars 2006 et comprend : des articles de quotidiens et de magazines spécialisés (éditoriaux, reportages, lettres d'opinion), des émissions de télévision et de radio (chroniques, débats, information et divertissement), des rapports et des recherches commentés dans l'actualité, ainsi que des événements publics (des colloques, par exemple). Par discours public / médiatique, je réfère à l'ensemble des points de vue exprimés lors d'événements ou de rencontres à caractère public, ainsi que ceux médiatisés grâce aux médias écrits, radiophoniques, télévisuels et électroniques.

### ***Des moments clés qui révèlent le malaise social... et induisent la panique***

Des préoccupations apparaissent dans les années 2000, quand des adultes, souvent des hommes du milieu de l'éducation, se plaignent dans le courrier des lecteurs du journal local, de

---

<sup>4</sup> Comme il a été mentionné ci-dessus, la notion de *sexualisation précoce* a été surtout utilisée au début de la controverse, mais le terme a été supplanté par la notion d'*hypersexualisation*. M'alignant sur la tendance en vigueur, dans le présent texte, j'emploie les deux termes de manière synonyme, tout en recourant plus souvent au dernier.

la tenue *inappropriée, offensante et provocante* des élèves féminines. Les vêtements incriminés sont le string (qui dépasse), les gilets-bedaine (qui remontent), les pantalons à taille (trop) basse, les cols (trop) échancrés et les camisoles à bretelles spaghetti. Ces vêtements, disent les professeurs et directeurs d'écoles, sont à l'origine du jeu du chat et de la souris se déroulant quotidiennement dans la plupart des écoles québécoises. Comme enseignante au secondaire, j'ai perçu, de l'intérieur, le trouble et l'exaspération du personnel scolaire face à cette situation.

Au cours des années suivantes, les médias parlent régulièrement du phénomène et le traitent comme un problème social. Selon ce qui est rapporté, la mesure la plus courante pour endiguer le problème dans les écoles consiste à imposer, par-dessus les vêtements illicites, le port d'un vêtement chaud et laid, comme un immense chandail en coton ouaté portant l'inscription *J'aime mon école*. Ce n'est pas la seule mesure coercitive. D'autres règlements, moins courants, visent le respect des longueurs réglementaires. Certains enseignants et enseignantes mesurent les jupes ou exigent que les étudiantes lèvent les bras pour vérifier que le nombril reste camouflé. Certaines directions d'école retournent les fautives à la maison pour qu'elles se changent, ou pour une brève suspension.

Légères, sévères ou draconiennes, ces mesures répressives n'ont pas résolu le problème de fond. Ainsi, en novembre 2004, le célèbre personnage animé, Gérard D. Laflaque, consacre son éditorial télévisuel hebdomadaire à « l'invasion des nombrils au Québec »<sup>5</sup>. Sur le ton caricatural qu'on lui connaît, Laflaque y emprunte le discours victimisant alors en vigueur dans

---

<sup>5</sup> L'émission *Et Dieu créa...Laflaque* est créée et produite en dessins animés, par le caricaturiste expérimenté Serge Chapleau. Elle est présentée à Radio-Canada le dimanche soir à 19h30. L'éditorial clôt l'émission, juste avant la très populaire émission *Tout le monde en parle*, animée par Guy A. Lepage.

la polémique concomitante à propos du décrochage scolaire des garçons. Laflaque prétend que les étudiants masculins sont désormais « victimes des nombrils » : à cause des excès vestimentaires de leurs collègues féminines, leurs résultats scolaires sont en chute libre. Un étudiant pris à témoin affirme sa « dépendance aux nombrils », dont il ne soupçonnait même pas l'existence avant que ses camarades féminines ne les exhibent outrageusement. Devant un constat aussi troublant, Laflaque déclare gravement, avec son indéniable sens de la parodie, que « le nombril devrait être illégal jusqu'à 18 ans ».

Cet éditorial humoristique confirme l'importance et la place qu'occupent, dans l'espace public, les préoccupations associées à l'hypersexualisation. Le trouble est indéniablement partagé par un nombre suffisant d'acteurs pour qu'une satire puisse en être présentée à heure de grande écoute télévisuelle. Grâce à l'exagération, le propos met nettement en évidence la rhétorique du discours parodié. À cet égard, il est intéressant de noter qu'en dépit de son habituelle perspicacité, le caricaturiste n'a tout de même pas réussi à se soustraire de la logique androcentrique de ce discours : il a adopté un point de vue masculin sur le problème et fait témoigner un adolescent plutôt qu'une adolescente. L'absence de point de vue féminin est tout à fait conforme à la dynamique des rapports sociaux de sexe à l'œuvre dans la controverse sur l'hypersexualisation, où la centralité du point de vue masculin est tellement tenue pour acquise qu'elle passe inaperçue.

Cet éditorial de Gérard D. Laflaque de l'automne 2004 peut être considéré comme un texte médiatique charnière dans la controverse analysée, car il fixe ce moment où, dans le discours public, l'inquiétude généralisée se mute en véritable anxiété collective. Quelle est la nature de la menace au juste ? Et qui menace qui ? Grâce à l'effet grossissant de la caricature,

l'implicite se dérobe. Les propos du personnage exposent la logique discursive en vigueur qui positionne les filles comme un groupe social à l'origine d'un malaise public nécessitant une intervention. Cette perturbation affecte les enseignants et les élèves de sexe masculin tout particulièrement. En fait, le phénomène d'hypersexualisation dérange parce qu'il entre en contradiction avec le présupposé de la neutralité sexuelle du territoire scolaire et qu'il transgresse une norme (hétéro)sexuelle postulant la primauté du désir masculin. Les attributs – tels *obscène, provocante, offensante et choquante* – utilisés pour qualifier la tenue incriminée indiquent que les commentateurs perçoivent la mode *sexy* comme une provocation à connotation (hétéro)sexuelle. Et ce qui paraît choquant, c'est que l'*offre* sexuelle soit posée par les filles elles-mêmes. En effet, les propos exprimés imputent souvent aux adolescentes une intention de choquer. Mais il s'agit là d'une lecture particulière : lorsqu'elles privilégient un style vestimentaire, il se peut que les adolescentes aient des intentions autres que celles leur étant imputées. Le corps féminin dévoilé par une mode dite « trop *sexy* »<sup>6</sup> renvoie à une sexualité avec laquelle ni l'école, comme institution, ni les adultes, en tant que parents ou enseignants, ne sont à l'aise. Cela explique sans doute la prégnance du sujet dans l'actualité québécoise des dernières années et le ton généralement alarmiste avec lequel les experts et les journalistes l'ont abordé.

La période qui s'étend du début de l'automne 2004 à la fin du printemps 2005 intensifie la couverture médiatique des pratiques sexuelles *inquiétantes* des jeunes. Le *Journal de Québec* publie à la une les aveux d'une mère consternée d'avoir découvert que sa fille se montrait nue

---

<sup>6</sup> Notons que le « trop » semble néanmoins indiquer qu'elle doit tout de même l'être un peu...

sur Internet. Des tribunes radiophoniques permettent au public de s'exprimer sur les fellations que des jeunes filles auraient faites à des garçons dans une cour d'école montréalaise<sup>7</sup>. Des extraits d'enquêtes de Statistique Canada sur les pratiques sexuelles des jeunes sont abondamment commentés, avec une insistance sur la précocité des premières relations sexuelles chez une minorité d'adolescents et d'adolescentes canadiens. Des événements publics, comme des conférences ou des rencontres entre des directions scolaires et des parents, sont couverts de manière sensationnaliste : les conduites les plus débridées ou les plus précoces rapportées par les autorités scolaires sont mises en évidence. La panique s'enclenche et induit une telle perception de menace imminente que le monde politique se sent obligé de réagir. Entre mai et septembre 2005, l'Assemblée nationale aura abordé le sujet en Chambre, des instances gouvernementales auront commandé des rapports publics et l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec aura même proposé l'adoption d'une loi anti-string !

Cette évolution de la couverture médiatique de l'hypersexualisation au Québec procure des bases empiriques illustrant un paradoxe décrit dans la théorie médiatique. D'une part, ce sont souvent les médias qui attirent l'attention du public sur des problèmes sociaux réels, mais, d'autre part, leur tendance à amplifier les inquiétudes et à polariser les débats a pour effet de les exagérer. Cette amplification crée sporadiquement des angoisses collectives (*moral panics*) dans l'espace public / médiatique, souvent liées aux domaines du sexe, de la violence ou du crime (McQuail, 2000). Les implications sociopolitiques du phénomène sont qu'elles créent des climats propices à rendre acceptables des formes de contrôle social qui seraient autrement

---

<sup>7</sup> Incident exceptionnel rapporté dans les médias en avril 2005, mais qui continue néanmoins à être cité en 2007, d'une manière le dénuant de son caractère événementiel isolé. Cela contribue au maintien d'une perception publique alarmiste quant aux pratiques sexuelles des préadolescents et des adolescents.

perçues comme inadéquates et injustifiées. Ainsi, l'indignation généralisée soulevée par la mode *sexy* au Québec a conféré une légitimité aux mesures accrues de contrôle des corps féminins que les institutions scolaires ont introduites au cours des dernières années<sup>8</sup>.

Durant la période analysée, soit de 2000 à 2006, on constate effectivement un progrès constant de l'acceptabilité sociale de l'uniforme scolaire dans le discours public / médiatique. Bien que non scientifique, à l'automne 2005, un sondage télévisuel confirme la tendance. Au bulletin de nouvelles de 18 heures du canal TVA, à Québec, 88 % des téléspectateurs répondent positivement à la question « Les écoles devraient-elles opter pour l'uniforme ? »<sup>9</sup>. Il s'agit d'une période où les médias rapportent l'adoption de cette mesure par un nombre croissant de directions d'écoles qui se disent fières d'avoir ainsi ramené la sérénité dans leur institution. La plupart du temps, les élèves n'ont pas été partie prenante au processus décisionnel, mais les médias rapportent tout de même que tout le monde est ravi : élèves, parents et enseignants. Cette solution est cependant loin de faire l'unanimité auprès des parents, il existe une dissension plus vive sur le terrain que ne le révèlent les médias<sup>10</sup>. En somme, il apparaît clairement que le discours médiatique sur l'hypersexualisation a eu pour effet de créer un contexte sociopolitique où les institutions scolaires ont pu présenter comme légitime, une solution contraignante

---

<sup>8</sup> Même s'il est parfois question de la tenue vestimentaire des garçons, le fait est que, la vaste majorité du temps, c'est la tenue des filles qui est dénoncée et qui fait l'objet d'un contrôle institutionnel. Un commentateur de la chaîne de télévision TQS a d'ailleurs résumé en 2005 : « Tout le monde sait que c'est à cause de la tenue vestimentaire des filles qu'on a rentré les uniformes dans les écoles. »

<sup>9</sup> Selon le diffuseur, 2 000 personnes ont répondu au sondage.

<sup>10</sup> Sur ce point, je me réfère à mon expérience professionnelle dans le milieu de l'éducation ainsi qu'aux commentaires recueillis lors de trois tournées de consultations auxquelles j'ai participé en tant que secrétaire de consultations publiques auprès du Conseil de la famille et de l'enfance. Bien que ces consultations n'aient pas porté directement sur le sujet discuté ici, elles ont été l'occasion de voir surgir des préoccupations, chez de nombreux parents, quant aux coûts des uniformes scolaires et à la manière peu démocratique avec laquelle ils ont été introduits.

dépourvue d'intention éducative.

Des chercheuses, des intervenantes et des militantes féministes avaient pourtant proposé une autre solution : une éducation sexuelle de qualité accessible à tous les jeunes de la province<sup>11</sup>. Leurs analyses de la culture de masse, axées sur les logiques socioéconomiques de production culturelle, ont pour leur part insisté sur les « effets de vulnérabilisation » possiblement engendrés par la sexualisation précoce des filles : une fragilisation de l'estime de soi ayant pour conséquence une plus grande exposition à la violence et aux abus sexuels (Bouchard et Bouchard, 2003, 2005). Les enjeux liés au développement psychosocial et à l'établissement de rapports égalitaires entre les garçons et les filles soulevés par la pornoïsation de la culture (Levy, 2005) ont incité le mouvement féministe à préconiser une intervention éducative adaptée aux réalités et aux besoins des jeunes. Sur ce point, l'analyse féministe se distinguait du discours dominant et se distançait des mesures de contrôle du corps privilégiées par les représentants scolaires. Mais les subtilités de l'analyse féministe n'ont pas été mises en évidence par les médias ; en outre, cette analyse ne semble pas avoir exercé d'influence significative sur la décision des institutions scolaires.

L'analyse de discours public / médiatique peut être envisagée ici comme un outil permettant une meilleure compréhension du contexte dans lequel le mouvement de réforme des codes vestimentaires s'est enclenché au Québec. Mon analyse ne se présente pas comme un blâme à l'endroit du milieu scolaire, qui a réagi à un problème réel et persistant de gestion quotidienne des tenues vestimentaires. Elle met cependant en évidence comment ce climat

---

<sup>11</sup> Parmi les plus citées, notons la politologue Pierrette Bouchard et les sexologues Francine Duquette et Jocelyne Robert. J'ai moi-même été assistante de recherche lors du démarrage des premiers travaux de Pierrette Bouchard sur la sexualisation précoce (voir Bouchard et Bouchard, 2003).

empreint d'émotions (malaise, inquiétude, peur, puis angoisse) a facilité l'occultation des jeunes dans la résolution du problème. Cette analyse en plan général incite à interroger les paradoxes de cette attitude autoritaire, qui n'a pas permis aux élèves de faire des apprentissages au sein d'institutions dont c'est pourtant la mission. Tous les acteurs semblaient pourtant s'entendre sur la nécessité d'éduquer les jeunes aux effets de manipulation des médias et des industries de la mode, et de leur inculquer une forme d'étiquette vestimentaire. Or, rares ont été les réformes vestimentaires accompagnées d'interventions pédagogiques allant en ce sens. Le comportement des adultes mérite certainement, lui aussi, de faire l'objet d'une réflexion critique.

## **UNE REPRÉSENTATION DICHOTOMIQUE ET PARADOXALE DES ADOLESCENTES**

Dans un des rares articles traçant le bilan des études françaises sur la problématique femmes / médias, Michèle Mattelart (2003 : 39) souligne le consensus existant dans la documentation scientifique quant au rôle significatif des médias dans la production et la reproduction d'une conception hiérarchisée des sexes et des relations de genre<sup>12</sup> : « En connotant le genre féminin avec des caractéristiques spécifiques, les moyens de communication sont des agents puissants dans la production et la rénovation constante de la signification imaginaire du sexe féminin. ». Cette « valence différentielle des sexes » constitue un frein à la quête vers l'égalité; l'anthropologue Françoise Héritier (1996) a longuement insisté sur la nécessité de dépasser le simplisme de ce schéma millénaire.

L'analyse préliminaire de mon corpus atteste autant la difficulté cognitive à sortir de cette conception binaire et hiérarchisée des sexes, que de la tendance polarisante des médias qui

---

<sup>12</sup> Une définition du concept de genre est fournie à la note 3 du présent texte.

contribue au maintien de cette vision dichotomique des relations de genre et, plus généralement, de la réalité sociale. Ces tendances se cristallisent dans la figure dichotomique de l'adolescente *sexy* omniprésente dans le discours analysé, où les filles adhérant à la mode en vigueur sont décrites soit comme des victimes, soit comme des aguicheuses. Un article paru en 2005 dans le magazine *Parents-Ados* est emblématique. Dans cet article, intitulé « Nos filles portent-elles des vêtements trop sexy ? », la journaliste explique « qu'il est crucial de comprendre qu'il y a deux sortes de filles sexy » : celles qui veulent délibérément montrer leur corps et celles qui ne suivent la mode qu'en toute inconscience. Victimes de la mode ou cherchant la provocation, ces jeunes filles et ces jeunes femmes doivent faire l'objet d'une surveillance particulière. Les parents ne devraient pas hésiter à recourir à leur autorité, tant pour les premières que pour les secondes (Hamel, 2005). Si cette catégorisation dichotomique flottait jusque-là de manière implicite dans le discours des experts, la voilà désormais mise à plat. Cet étiquetage s'aligne sur les points de vue médiatisés dans l'espace public : les adolescentes *sexy* sont soit (intentionnellement) provocatrices, soit (inconsciemment) manipulées par les médias et la mode. Dans cette controverse où règne un ton moralisateur, les adolescentes paraissent inadéquates, quoi qu'elles fassent.

En fait, le point de vue féministe qui s'est exprimé dans l'espace public (recherches, interventions publiques et médiatiques) semble avoir, malgré lui, servi d'ancrage à la tendance polarisante des médias et à la reproduction d'une conception dichotomique des sexes et des relations de genre. On peut penser qu'un élément ayant facilité ce processus réside dans le fait que le discours féministe ne s'est pas inscrit en totale rupture avec le discours androcentrique auquel il réagissait. En effet, en dépit de leurs appartenances idéologiques, les experts et les

commentateurs s'entendent pour désigner les médias comme principaux responsables du problème de société. La chanteuse Britney Spears apparaît comme l'icône incarnant cette responsabilité médiatique ; son nom surgit dans presque tous les documents du corpus analysé. L'autre sujet important d'intersection des points de vue énoncés est le postulat de l'adolescente manipulée. Les experts semblent effectivement considérer les adolescentes comme des êtres à la merci de multiples influences externes : mères trop *sexy*, amis, industries de la mode, publicité et marketing américain de la culture populaire. Il paraît impensable que des adolescentes puissent adhérer à la mode *sexy* par choix délibéré<sup>13</sup>.

Le discours féministe présentait peut-être trop de points communs avec le discours dominant pour avoir été présenté dans les médias comme un discours oppositionnel. En fait, la congruence des opinions semble avoir plutôt permis aux médias de capitaliser sur l'élément le plus sensationnel et le plus généralisé, c'est-à-dire le sentiment d'inquiétude et d'urgence partagé par une majorité d'acteurs. Il était alors facile d'éluder les solutions éducatives avancées par le mouvement féministe, au profit de la solution coercitive – les uniformes – plus visible, mais aussi, plus spectaculaire. Comme on a pu l'observer, cette solution a été en mesure d'alimenter la machine médiatique sur une base régulière, notamment en 2005. Mais cette couverture médiatique a produit cette curieuse incohérence où les médias ont inlassablement dénoncé, sur un ton alarmiste et moralisateur, un problème de société pour lequel ils étaient tenus responsables, alors même qu'ils recouraient à des images suggestives d'adolescentes *sexy* dans leurs reportages. Paradoxalement, ce voyeurisme reproduisait le phénomène tout en le

---

<sup>13</sup> À cet égard, l'article de Bouchard et Bouchard (2005) est très éloquent.

dénonçant<sup>14</sup>.

Un autre aspect dérangeant du discours public / médiatique analysé est la monopolisation de l'espace public par des adultes-experts. Parmi ceux ayant eu voix au chapitre, on compte des directeurs d'école, des enseignants, des psychologues, des sexologues, des intervenants sociaux, des parents, des commentateurs de tout acabit et des citoyens ordinaires. Désignées comme des victimes ou comme une source de provocation mal intentionnée, les adolescentes ont du mal à se faire entendre : les adultes s'expriment à leur place et en leur nom. Les rares occasions où des adolescentes sont interrogées, leurs propos confortent l'opinion publique. Au sein du discours public / médiatique, les filles sont au centre de la controverse, mais en marge des discussions; leurs voix sont inaudibles, instrumentalisées ou carrément absentes.

Dans la presse écrite, par exemple, les citations attribuées à des adolescentes *sexy* montrent que celles-ci considèrent qu'elles suivent simplement la mode (elles sont donc victimes malgré elles) ou qu'elles apprécient ce style vestimentaire (elles sont donc intentionnellement provocatrices). C'est un point de vue d'adultes qui s'exprime à travers cette voix instrumentalisée. La presse féminine adolescente aurait pu se montrer plus favorable à l'expression des idées de ses lectrices, mais la controverse sur l'hypersexualisation y est curieusement occultée. Dans mes travaux antérieurs, j'ai montré comment cette presse pratiquait le même ostracisme à l'endroit des adolescentes que les autres médias, réduisant pratiquement à néant les opportunités de prise de parole, et accordant davantage d'importance aux points de vue

---

<sup>14</sup> Des exemples : photographies d'adolescentes portant un pantalon à taille basse laissant apercevoir un string, images de gilets-bedaine, images brouillées de filles en petite tenue ou en train de se déshabiller, images brouillées montrant des écrans d'ordinateur affichant des pages de sites pornographiques. Ces exemples proviennent de médias écrits, électroniques et télévisuels.

masculins (Caron, 2003).

Ces constats montrent les limites d'un système médiatique que certains croient doté d'un rôle de chien de garde de la démocratie. Ils nous obligent à reconnaître le problème démocratique posé par l'absence d'une véritable tribune publique d'expression pour les filles et les jeunes en général. Cette dynamique de communication dans l'espace public, lieu d'expression des rapports sociaux, est visiblement marquée par le genre et s'inscrit dans la complexité croissante des rapports entre les femmes et les médias (Mattelart, 2003 : 25). Au moment où de nouvelles matrices conceptuelles sont à prendre en compte dans l'analyse de cette problématique, la persistance de stéréotypes séculaires, légués par les grands récits théologiques, apparaît effectivement troublante. À ce sujet, la sociologue Francine Descarries (2005) rappelle que le couple « femme victime » / « femme provocatrice » demeure fortement ancré dans l'imaginaire collectif occidental, ce qui a pour effet d'essentialiser les rapports sociaux de sexe et de cautionner leur dissymétrie. Cela explique sans doute la tendance à (sur)responsabiliser les femmes que j'ai observée dans le corpus analysé. Les mères sont accusées de donner un mauvais exemple à leurs filles en s'habillant elles-mêmes de façon trop *sexy*. Le féminisme est blâmé de ne pas avoir prévenu ni endigué le phénomène. Le rôle des hommes, quant à lui, demeure étrangement incontesté<sup>15</sup>. Ainsi, on a pu entendre un enseignant du secondaire avouer avec aplomb, et sans que cela ne soulève de tollé, qu'il ne se gênait pas pour regarder ce que les filles exhibaient, justifiant sa conduite en attribuant aux filles dites *sexy* une intention d'être ainsi regardées par des hommes matures (Fournier et Côté, 2003). Mon malaise est profond face

---

<sup>15</sup> Deux exemples : un numéro spécial de la *Gazette des femmes* publié en septembre-octobre 2005, intitulé « Hypersexualisation des filles. Échec du féminisme? » ; un débat animé par Marie-France Bazzo à Télé-Québec le 3 mars 2006, intitulé « Hypersexualisation : est-ce la faute aux femmes? ».

à une telle affirmation qui s'aligne sur le comportement des agresseurs se donnant bonne conscience en reportant sur les victimes la responsabilité de leurs gestes inadmissibles. Il est également déconcertant que cette rhétorique évoque le symbole séculaire de la femme tentatrice – Ève, dans la Bible – qui entretient une représentation éculée de la féminité (Descarries, 2005).

## **VERS UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DE LA DIVERSITÉ DES EXPÉRIENCES VÉCUES PAR LES JEUNES QUÉBÉCOISES FRANCOPHONES**

Le pouvoir du discours public / médiatique tient dans sa capacité à définir un problème social, à déterminer la légitimité des conceptions et des actions des acteurs impliqués, et donc, à privilégier certaines analyses et solutions (van Zoonen, 1994 : 40, traduction libre). L'exclusion des débats publics où se font de telles tractations discursives a des conséquences sociopolitiques. On l'a vu, l'omniprésence des corps féminins adolescents dans la couverture médiatique de l'hypersexualisation au Québec contraste avec l'inaudibilité des voix adolescentes. Il est sans doute permis de penser que ce silence a contribué à la perception d'un consensus social quant à la gravité du problème et à l'urgence d'agir. De plus, que la catégorie *filles* soit utilisée dans le discours médiatique au sujet de l'hypersexualisation comme un référent à un groupe monolithique tend à justifier le silence auquel les *adultes-experts-commentateurs-décideurs* confinent les adolescentes dans l'espace public et dans les institutions. Dès lors, on peut s'interroger sur ce qu'il en aurait été si des voix discordantes, dont celles des adolescentes, avaient été entendues dès le commencement de la controverse. La légitimité de l'uniforme scolaire s'en serait sûrement trouvée amoindrie, et il aurait été moins aisé de maintenir les jeunes à l'écart du processus décisionnel. Or, si les jeunes avaient pu se prononcer sur la définition du problème et de la solution, ils auraient alors pris part du processus délibératif

fondamental en démocratie; l'école aurait réglé ses problèmes de gestion dans le respect de sa mission.

J'émetts l'hypothèse qu'une conceptualisation de l'hypersexualisation qui adopterait un point de vue plus favorable aux filles et plus représentatif de la diversité de leurs expériences (linguistique, religieuse, ethnique, etc.) pourrait nous aider à sortir de ce blocage communicationnel. Pour l'instant, la recherche canadienne sur les filles est dominée par une vision anglocentrique qui ne permet pas d'appréhender l'ampleur de cette diversité ni les besoins spécifiques de cette population (Gouin et Wais, 2006). Quant à la documentation en langue française, surtout effectuée au Québec sur des thèmes reliés à la sexualité adolescente, elle renvoie une image homogénéisée et problématique de la catégorie *filles*, une image de victimisation et de vulnérabilité (Gouin et Wais, 2006). La négation du statut de sujet empreinte dans cette construction de la réalité me paraît très préoccupante. Elle invite à une réflexion théorique critique quant à la nature du phénomène d'hypersexualisation et des discours qui le sous-tendent, mais aussi, quant au statut même des filles et des jeunes femmes au sein du mouvement féministe.

## RÉFÉRENCES

Bouchard, Pierrette, et Natasha Bouchard (2003), « *Miroir, miroir...* » *La précocité provoquée de l'adolescence et ses effets sur la vulnérabilité des filles*, Québec, GREMF.

----- (2005), « L'imprégnation idéologique et la résistance: étude des réactions d'un groupe de préadolescentes à deux magazines pour jeunes filles », *Recherches féministes*, 18, 1, p. 5-24.

Butler, Judith (2005 [1990]), *Trouble dans le genre*, Paris, La Découverte, traduction de Cynthia Krauss.

CARON, Caroline (2009) « Les adolescentes dans le discours médiatique québécois : une présence paradoxale », dans Josette BRUN (dir.), *Interrelations femmes-médias dans l'Amérique française*, Québec : Presses de l'Université Laval : 205-220.

Caron, Caroline (2003), « La presse féminine pour adolescentes : une analyse de contenu », mémoire de maîtrise (information et communication), Université Laval (publié aux Cahiers de recherche du GREMF, 89, 2004).

CWF (2005), *Girls in Canada 2005*, Ottawa, CWF.

De Beauvoir, Simone (1949), *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, deux tomes.

Descarries, Francine (2005), « L'antiféminisme "ordinaire" », *Recherches féministes*, 18, 2, p. 137-151.

Fournier, Sylvie, et Pierre Côté (2003), « Trop jeune pour être sexy », Émission *Enjeux*, Radio-Canada, 30 min.

Gouin, Rachel, et Fathiya Wais (2006), « Les filles francophones au pluriel : Opening up girlhood studies to francophones », dans Yasmin Jiwani, Candis Steenberg et Claudia Mitchell (dir.), *Girlhood : Redefining the Limits*, Montréal: Black Rose, p. 34-52.

Hamel, Nancy (2005), « Nos filles portent-elles des vêtements trop sexy ? », *Parents-Ados*, 1, 2, p. 54-57.

Héritier, Françoise (1996), *Masculin / Féminin. La Pensée de la différence*, Paris: Odile Jacob.

Levy, Ariel (2005), *Female Chauvinistic Pigs : Women and the Rise of Raunch Culture*, New York, Free Press.

Mattelart, Michèle (2003), « Femmes et médias. Retour sur une problématique », *Réseaux*, 120, p. 23-51.

McQuail, Denis (2000), *McQuail's Mass Communication Theory*, 4e éd., Thousand Oaks, Sage.

Noelle-Neuman, Elisabeth (1993) *The Spiral of Silence*, Chicago, University of Chicago Press, deuxième édition.

Raby, Rebecca C. (2005), « Polite, Well-dressed and On Time : Secondary School Conduct Codes and the Production of Docile Citizens », *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 41, 1, p. 71-91.

Rieffel, Rémy (2003), « Présentation du numéro spécial: une communication sexuée? », *Réseaux*, p. 9-18.

van Zoonen, Liesbet (1994), *Feminist Media Studies*, London, Sage Publications.